



RAPPORT ANNUEL 2025 / Application du Règlement de gestion contractuelle

1. Préambule

Conformément à l'article 938.1.2 du Code municipal du Québec, la Municipalité doit déposer annuellement un rapport sur l'application de son règlement de gestion contractuelle. Ce rapport a pour principal objectif de renforcer la transparence du processus de gestion contractuelle et d'informer les citoyens sur l'application des mesures prévues par le règlement.

2. Le Règlement de gestion contractuelle

Les politiques de gestion contractuelle des organismes municipaux se sont transposées en règlements de gestion contractuelle le 1er janvier 2018, en vertu de l'article 278 de la Loi sur l'autonomie des municipalités (LQ 2017, chapitre 13).

Le règlement de la Municipalité a été remplacé par le règlement numéro 454-2024 sur la gestion contractuelle, adopté lors de la séance ordinaire du conseil municipal du 9 décembre 2024 et entré en vigueur le 12 décembre 2024.

Par l'adoption de ce règlement, la Municipalité peut accorder des contrats de gré à gré comportant une dépense d'au moins 25 000 \$ mais inférieure au seuil d'appel d'offres public, pour tous types de contrats. Le règlement encadre la passation de ces contrats, favorise la rotation des cocontractants et inclut des clauses de préférence pour soutenir l'achat local et le développement durable. Toute attribution de contrat de ce type requiert une résolution du conseil municipal.

3. Adjudication des contrats

La Municipalité peut conclure des contrats selon trois modes principaux :

- Contrat de gré à gré avec ou sans mise en concurrence;
- Contrat à la suite d'un appel d'offres sur invitation;
- Contrat à la suite d'un appel d'offres public (SEAO).

Le choix du mode de sollicitation tient compte de la nature du contrat, de l'estimation des dépenses, des délais, des fournisseurs locaux, des critères de développement durable et des exigences législatives applicables.

Pour les contrats de gré à gré, la Municipalité favorise la rotation des fournisseurs, tout en documentant toute exception.

La Municipalité tient à jour sur son site Internet la liste des contrats comportant une dépense d'au moins 25 000 \$, ainsi que la liste de tous les contrats de plus de 2 000 \$ avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats dépasse 25 000 \$. Ces listes sont disponibles à l'adresse : www.saintjoachim.qc.ca (Administration municipale / Gestion contractuelle / Liste des contrats et SEAO).

4. Application du règlement

Pour chacun des appels d'offres, la Municipalité a appliqué les procédures suivantes :

- Transmission du règlement de gestion contractuelle avec chaque devis;
- Soumission obligatoire de la déclaration du soumissionnaire attestant qu'il n'y a eu ni collusion ni communication inappropriée, et qu'aucun conflit d'intérêts n'existe;
- Avis aux employés et aux membres du conseil des normes de confidentialité;
- Invitations, lorsque possible, à des entreprises différentes pour les appels d'offres sur invitation;
- Identification d'un responsable unique pour chaque appel d'offres afin de répondre aux questions des soumissionnaires;
- Encadrement contractuel de toute modification ultérieure aux contrats;
- Aucune participation de personnes en conflit d'intérêts dans l'élaboration, l'exécution ou le suivi des contrats.

Contrats particuliers pour l'année 2025

Conformément à l'**article 21 – Dénonciation** du Règlement numéro 454-2024, toute personne impliquée dans la préparation ou l'attribution de contrats doit dénoncer immédiatement tout intérêt pécuniaire dans une entreprise susceptible de conclure un contrat avec la Municipalité.

Dans le cadre d'un contrat attribué en 2025 pour des services de traiteur, d'un montant de 2 526 \$, aux compagnies **À un détail près Inc.** et **Athéna**, un employé de la Municipalité était activement impliqué. Cet employé a procédé à la dénonciation auprès du directeur général, qui a pris toutes les mesures nécessaires pour prévenir tout conflit d'intérêts et garantir la transparence du processus d'attribution.

5. Plainte

Aucune plainte concernant l'application du Règlement de gestion contractuelle n'a été reçue en 2025.

6. Sanction

Aucune sanction n'a été appliquée en 2025.

Rapport déposé le 6 janvier 2025, lors de la séance régulière du conseil municipal de Saint-Joachim.



Hugues Jacob
Directeur général / greffier-trésorier



LISTE DES CONTRATS COMPORTANT UNE DÉPENSE TOTALE DE PLUS DE 25 000\$ AVEC UN MÊME COCONTRACTANT - ANNÉE 2025

Liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 2 000 \$ avec un même contractant, passés au cours du dernier exercice financier complet précédent, lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale de plus de 25 000 \$. La liste indique, pour chaque contrat, le nom de chaque cocontractant, le montant de la contrepartie et l'objet du contrat - article 961.4(2) du Code municipal du Québec (RLRQ, c. C-27.1)

Nom	Description	Paiement	Nom	Description	Paiement
CONSTRUCTIONS ST-GELAIS	TRAVAUX AQUEDUC RTE	285 998,10	MINISTÈRE DES FINANCES	SÛRETÉ DU QUÉBEC 2025 1 VERS	74 376,00
	PAIEMENT #2 RTE CARRIÈRE	126 983,69		SÛRETÉ DU QUÉBEC 2025 2 VERS	74 375,00
	PAIEMENT #3 RTE CARRIÈRE	36 973,97			148 751,00
		449 955,76			
FQM ASSURANCES	MODIFICATIONS	5 305,03	MORENCY, SOCIÉTÉ D'AVOCATS SENC	REPRÉS. COUR MUNICIPALE	1 131,11
	RENOUVELLEMENT	60 093,88		COUR MUNICIPALE CONSTATS	70,30
		65 398,91		COUR MUNICIPALE	135,99
GÉNIO, EXPERTS-CONSEILS	AQUEDUC ROUTE	20 695,50		DOSSIER LT LTÉE	56 695,48
	ÉGOUT AVENUE ROYALE	6 323,63		DOSSIER ENTREPRISE L.T.	2 089,48
	HON.PROF AQUEDUC RTE	2 874,38		REPRÉSENTATION COUR MRC	29,16
	SURVEILLANCE TRAVAUX	27 594,00		DOSSIER LT REDEVANCES	3 594,48
	VALIDATION CAPACITÉ	1 540,67		DOSSIER LT REDEVANCES	4 629,25
		59 028,18		DOSSIER RÉNOVATION HDV	2 450,93
				DOSSIER COURS MUNICIPALE	27,87
LÉVESQUE CONSTRUCTION	PAIEMENT #04	180 847,47		DOSSIER ENTREPRISES LT LTÉE	1 080,61
	TRAVAUX ENTRÉE D'EAU	3 850,35		DOSSIER COUR MUNICIPALE	82,00
	PAIEMENT #5	533 192,29			72 016,66
Construction Hôtel de Ville	PAIEMENT #6	557 052,75	VILLE DE BEAUPRÉ	PRÉVENTIONNISTE 2025 1 VERS.	3 010,00
	PAIEMENT #7	403 534,69		DÉNEIGEMENT 2025 1 VERS.	165 978,00
	DIRECTIVE LEV-04	438,99		ENTENTE BIBLIOTHÈQUE 2025	11 137,00
	PAIEMENT #08	82 578,22		ENTENTE SITE ÉCOCENTRE 2025	62 266,00
	PAIEMENT #9	16 575,86		QP FRAIS POSTES POMPAGE 1 VERS	5 472,81
	PAIEMENT #10	9 385,10		CENTRE AQUATIQUE 2025 1 VERS	36 395,34
	PAIEMENT #11	16 034,29		Q-P PROTECTION INCENDIE	81 148,00
	DEMANDE DE PAIEMENT #11	25 090,30		CONTRIBUTION PB2 2025	4 624,50
	FACTURATION FRAIS SUPP.	25 090,30		Q-P USINE ÉPURATION EAUX USÉES	59 368,50
M.R.C. DE LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ		1 828 580,31		AJUSTEMENT Q-P 2024 INCENDIE	46 932,00
				AJUSTEMENT Q-P 2024 ÉCOCENTRE	15 802,00
	GONET 2025 AZIMUT	2 230,98		Q-P POSTES POMPAGE	5 472,81
	QUOTES-PARTS MRC	49 514,23		INTERV. PINCES DÉCARSCÉATION	1 083,00
	INCINÉRATION/RÉSIDUS ALIM	4 361,14		FRAIS OPÉRAT. USINE EAUX USÉES	59 368,50
	INCINÉRATION/RÉSIDUS ALIM	3 521,67		CENTRE AQUATIQUE 2E VERS	36 395,34
	QUOTES-PARTS MRC	49 514,23		QP POSTE POMPAGE 3 VERS	5 472,81
	INCINÉRATION	4 597,25		QP CONTRIBUTION PB2 2E VERS	4 624,50
	INCINÉRATION	8 205,24		PINCES DÉCARCÉATION 8 JUILLET	1 083,00
	INCINÉRATION	5 147,40		PINCES DÉCARCÉATION 8 AOÛT	1 083,00
	DÉFICIT COUR MUNICIPALE	1 015,60		PRÉVENTIONNISTE 2025 2E VERS	3 010,00
	ACHAT SACS MAUVES/DIST	7 711,29		PROTECTION INCENDIES 2E VERS	81 148,00
	ORDURES+SACS MAUVES	3 915,13		2E VERSEMENT DÉNEIGEMENT	165 978,00
	INCINÉRATION	4 619,46		4E VERS. Q-P POSTES POMPAGE	5 472,81
	INCINÉRATION	5 819,66		FRAIS SURVEILLANCE PISCINE EXT	18 226,93
		150 173,28		CAMP D'ÉTÉ 2025	50 157,00
				TOTAL	930 709,85